

du fait que le rapport de force actuel ne plaide guère en faveur de l'Europe dont l'intégration de son industrie d'armement en est encore aux balbutiements...

Cette volonté de coopération manifestée au niveau du discours n'est-elle pas *in fine* le nouveau masque d'une concurrence accrue ? En effet, comme l'a souligné Jean-Louis Fache, directeur-adjoint d'Aérospatiale, « *la balance des achats croisés d'armements entre les membres de l'Union européenne et les États-Unis est très favorable à ces derniers : en 1995, le rapport est de six, alors qu'il n'était que de cinq en 1990 et de quatre en 1985* », sans compter que les pays européens achètent aux États-Unis de nombreux systèmes complets et sophistiqués alors que les importations américaines concernent principalement de la sous-traitance sur des équipements dont ils gardent la maîtrise d'œuvre...

La question des exportations d'armements met bien à jour les contradictions entre cette nécessité de coopération affichée par les différents acteurs et la compétition impitoyable qui s'exerce sur les marchés à l'exportation entre ces mêmes acteurs... Car, comme le souligne Jean-Paul Hébert dans sa contribution, si la course aux armements existante au temps de la guerre froide a cessé, « *l'examen des relations entre les États-Unis et les pays européens dans le domaine de la production et de l'acquisition d'armements incite à penser qu'une course aux armements de nouvelle génération est en train de se développer* ». Et, de fait, ce qui a été sous-jacent tout au long de ce colloque, c'est bien plus la question de l'intégration européenne — tant au niveau de la production industrielle d'armement que de l'unification du marché de défense —, car pour le moment l'Europe avance de manière encore trop dispersée pour pouvoir entrer dans une logique de coopération un tant soit peu équilibrée de part et d'autre...

P.B.

Les armes et la toge Mélanges offerts à André Martel

Université Paul Valéry-Montpellier III

Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale de Montpellier, 1997, 703 p., 180 F.

Universitaire, André Martel a créé en 1968 à Montpellier le Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale. Tout au long de sa carrière il a exercé différentes fonctions et a participé à de nombreux travaux dans le domaine de l'histoire militaire. Cet ouvrage rassemble de nombreuses contributions de pairs, d'étudiants, etc. rassemblés à l'occasion de son départ à la retraite, comme hommage à « *une carrière bien remplie* ». Un ouvrage très hétéroclite illustrant les différentes facettes du travail de recherche mené par André Martel : interrogation sur les moyens pour un État d'affirmer sa souveraineté ; recherche sur l'homme et la dynamique qui le fait manœuvrer sur le champ de bataille. La troisième partie de l'ouvrage rassemble des contributions autour de la Méditerranée. P.B.



Rapport 1998 Amnesty International

Amnesty International Éditions francophones, 1998, 408 pages, 95 F.

La dernière édition du rapport d'Amnesty vient de paraître. Ouvrage ô combien indispensable à tous ceux pour qui l'ensemble des êtres humains, quelque soit leur origine sociale ou géographique, peuvent se prévaloir des mêmes droits. Mais du principe à la réalité la marge est immense et longue à se réduire... De l'Afghanistan au Zimbabwe, les pays sont ainsi passés au crible de leur manque au respect des droits humains. Amnesty ne cherche pas à établir un classement des pays au regard de leur situation en matière de respect des droits humains, mais de mettre fin aux violations spécifiques de ces droits propres à chaque cas particulier. Aussi, ce rapport relate « *l'histoire de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants dont les vies ont été saccagées par la*

répression et la cruauté. Il démontre clairement que les gouvernements doivent rendre des comptes, assumer leurs responsabilités et traduire dans les faits les engagements qu'ils ont pris sur le papier ». Comme le souligne l'introduction, ce rapport n'est pas un « catalogue » de la souffrance humaine, il montre également « *les efforts déployés par les militants des droits de l'être humain dans le monde entier pour prévenir l'injustice et défendre les libertés fondamentales* ».

Face à « *la terreur de la guerre et au fait que le poids de la souffrance est porté de plus en plus par les civils, en particulier les femmes et les enfants* », Amnesty International a également reconsidéré son rôle dans les situations de conflit armé et a réfléchi à « *des stratégies pour prévenir ces crises et pour y répondre* ». Recherches qui ont débouché sur l'engagement d'Amnesty International dans les campagnes contre les mines antipersonnel et « *contre toutes les autres armes qui frappent sans discrimination* ». Par exemple, en France, Amnesty International a participé avec Agir Ici pour un monde solidaire à l'animation de la campagne d'opinion : « *Exportations de matériels de sécurité et de police, transferts militaires, imposons des critères* », pour laquelle l'Observatoire des transferts d'armements a réalisé une étude sur *Les matériels français de sécurité et de police*. Une évolution que l'on ne peut qu'encourager car elle permet de relier l'action concrète de solidarité avec un engagement global plus direct. P.B.



World Report 1998 Human right watch

HRW, New York, 1997, 465 pages

Human Right Watch est une organisation internationale non gouvernementale qui conduit régulièrement des enquêtes sur les infractions commises dans le domaine des droits de l'homme dans plus de soixante-dix pays à travers le monde et publie depuis huit ans un rapport annuel.

Le rapport 1998 présente les abus des droits de l'homme dans soixante-cinq pays. Il examine les événements

difficultés des forces de paix au Rwanda de 1993 à 1996. C'est l'occasion de mettre en valeur les problèmes rencontrés souvent imprévus — ni la présence des milices hutus, ni le déferlement des médias de la haine, ni l'ampleur du génocide n'étaient "imaginables" — de souligner l'insuffisance des effectifs engagés et de leurs moyens (pas de service de renseignement, de possibilité de brouiller les émissions radios...). La qualité des contingents engagés, notamment canadiens, ne leur permet guère d'agir face aux massacres au-delà de Kigali. La déstabilisation du Rwanda après la prise de pouvoir du FPR et l'opération Turquoise achève la mise hors jeu des possibilités de l'ONU sur le terrain.

Beaucoup de pièces utiles pour la connaissance du dossier du génocide rwandais.

M.R.

aux intérêts des États, il n'est alors nul besoin d'insister sur la fragilité du processus relatif au contrôle de l'arme nucléaire, car oh ! combien captif des intérêts subjectifs des États qui peuvent parfois être si imprévisibles et si irrationnels. » La récente actualité en Asie confirme les propos pessimistes de l'auteur.

B.B.

European Space Directory 1998

Sevig Press, Paris, 1998, 324 p., 965 F

Cet annuaire est très précieux pour suivre les progrès de l'industrie spatiale dans le monde entier. Qui dispose des technologies spécifiques aux satellites et à leur lancement ? On sait que ces technologies — dites à double usage — ne sont pas sans rapport avec celles qui permettent de lancer des missiles et les vecteurs des armes. Entreprises du secteur spatial, budgets consacrés à l'espace par chaque État, coopérations entre industriels et États, nomenclature des principaux équipements produits : tous ces éléments constituent une base importante pour apprécier les risques de la prolifération.

B.B.

Quand le droit est face à son néant Le droit à l'épreuve de l'emploi de l'arme nucléaire

Abdulhay Sayed

Éditions Bruylant, Bruxelles, 1998, 203 p., 1800 FB

Cet ouvrage d'un avocat du barreau de Syrie analyse, dans son contexte politique, l'avis de la Cour internationale de justice sur la question suivante : « Est-il permis en droit international de recourir à la menace ou à l'emploi de l'arme nucléaire en toutes circonstances ? » L'auteur conclut son point de vue par un proverbe swahili : « Lorsque les éléphants se battent, c'est la savane qui en fait les frais » ainsi mis à jour : « C'est la savane des États non dotés de l'arme nucléaire qui sera littéralement écrasée par l'agitation des éléphants nucléaires... » Après la guerre nucléaire, poursuit-il, le droit comme la terre brûlée, ne pourra nullement émerger des décombres de l'humanité, pour ordonner une société humaine qui n'existe plus.

Le jugement de l'avocat est tout aussi désabusé sur l'avis de Cour : « Quand le rôle du droit, si impuissant lui-même, est si minime, parfois même effacé par rapport à la puissance et

L'Europe centrale, orientale et balte. Édition 1998

sous la direction d'Édith Lhomel et Thomas Schreiber

La Documentation française, Paris, 1998, 198 p., 120 F

Ce dossier sur les États de l'Est européen permet d'apprécier ceux qui frappent à la porte de l'Union européenne. Si chacun des États est présenté dans sa récente actualité, la synthèse d'Édith Lhomel dresse un bilan des étapes de cette marche vers l'intégration. Sans oublier le point sur la volonté de ces États qui, après avoir quitté le Pacte de Varsovie, tentent de forcer un nouveau pacte militaire avec l'Otan. Les chronologies et les présentations de la politique intérieure de chaque État, habituels dans cette collection, sont toujours très appréciées.

B.B.

La parole aux Algériens Violence et politique en Algérie

Confluences Méditerranée

L'Harmattan, printemps 1998, 254 p., 130 F.

L'escalade des massacres qu'a connu l'Algérie en 1997 a amené la revue *Confluences Méditerranée* à concevoir un numéro exceptionnel. Exceptionnel en ce sens que pour la première fois en France, dans une même revue, la parole a été donnée à tout l'éventail du monde politique algérien, du premier ministre au FIS, en passant pratiquement par toutes les forces existantes sur le champ politique. Chaque interlocuteur donne un point de vue circonstancié sur cette lancinante question : qui tue ? Et d'une manière plus générale sur les origines de la violence endémique en Algérie. Il en résulte un ensemble d'analyses et d'opinions très variées, souvent complémentaires mais aussi parfois totalement contradictoires. Ce numéro reflète ainsi les déchirures d'un pays qui doit chercher douloureusement dans sa diversité sociale, politique et culturelle les voies de la construction d'une identité nationale complexe d'une Algérie enfin réconciliée avec elle-même. Mais à quel prix ?

B.R.

La crise algérienne : enjeux et évolution

Actes du colloque du 13 décembre 1997 à Lyon

Collectif de soutien à la démocratie et aux victimes de la violence en Algérie

1998, Mario Mella Édition, 152 pages, 100 F.

Algérie-France : des rapports passionnels Les années 60 et l'indépendance Les années 90 et la terreur

Les samedis TREMA

"Les amis de TS", 1998, 80 pages, 50 F.

La lecture du dernier numéro de la revue *Confluences Méditerranée* pourra être utilement complétée par celle de ces deux ouvrages qui rendent compte de débats qui se sont déroulés en France « pour lever le voile du silence en Algérie » comme l'indique



le Collectif de soutien à la démocratie et aux victimes de la violence en Algérie. Parmi les contributions au colloque sur "La crise algérienne", on soulignera plus particulièrement celle de Lahouari Addi sur la "Structure du champ politique algérien" ainsi que celle de Mohamed Lahlou sur "Violences politiques en Algérie : de l'interdit à l'impur".

Les samedis Trema ont articulé leur réflexion en deux volets : d'abord, la guerre d'Algérie et la façon dont elle avait été ressentie en France et les implications ou les actions militantes induites par cette guerre ; ensuite sur la guerre actuelle. Comme l'indique Bernard Ravenel en ouverture de sa contribution : « *trente-cinq ans après son indépendance, l'Algérie qui a marqué durement toute une génération française, celle qui a été obligée de faire la guerre — et parfois ce furent les mêmes — revient tel un boomerang frapper et interpeller la conscience d'une société qui n'a jamais assumé le deuil de son ancienne "possession"* ».

L'objectif de ces rencontres — ouvrir le débat afin de « *permettre, face à l'urgence, de montrer la gravité extrême de la situation et de ne pas s'y résigner* » —, à la lecture de ces deux ouvrages, est pleinement réussi. **P.B.**

Les guerres locales au XX^e siècle

André Collet

PUF, Que sais-je ?, 1998, 128 p.

Ce petit livre est un aide-mémoire des principales guerres locales du XX^e siècle, en dehors des deux guerres mondiales. L'auteur présente de manière synthétique, selon un même schéma d'analyse historique, les données géopolitiques, géostratégiques, militaires et humaines propres à chaque conflit. En cette fin de siècle, conclut l'auteur « *la fin des blocs militaires voit se déplacer la géographie des conflits et le tiers-monde devenir le théâtre de nouvelles guerres, éparpillées et fragmentées mais tout aussi cruelles et dévastatrices que les grands conflits mondiaux* »... **B.B.**

Mercenaire S.A.

Philippe Chapleau, François Misser

Paris, Desclée de Brouwer, 1998, 223 p. 128 F.

Avec la fin de la guerre froide et la réduction du format des armées, la tendance est à la « *privatisation* » de la guerre. Les États en voie de « *dépérissement* », notamment en Afrique, font appel à ces mercenaires d'un nouveau genre — rien à voir avec la génération antérieure style Bob Denard —, des « *pros* » qui, moyennant finances, forment des milices ou des armées régulières, organisent des coups d'État, protègent militairement les multinationales du pétrole ou des richesses minières.

D'anciens militaires se recyclent dans ces sociétés qui, telles Executive Outcomes, disposent de moyens militaires incroyables (depuis l'avion de combat jusqu'aux mines antipersonnel). Ces empires de la guerre privée commencent à tisser un réseau indéchiffrable et mouvant de sociétés dont les sièges sociaux se situent plutôt vers les Bahamas et autres paradis fiscaux. Il arrive même que certains États — et non des moindres — soustraient à ces nouveaux mercenaires des opérations militaires jugées trop "risquées". Connivence, complicité ou démission ? **B.B.**

SPÉCIAL VACANCES



Tiurai

Patrick Pecherot

Gallimard, série noire, Paris, 1996, 166 pages

Voici un vrai polar avec tous les ingrédients nécessaires : cadavres, intrigue, lettre anonyme, flic "pourri", entraîneuse de bar, journaliste qui mène l'enquête, adultère, pratiques mafieuses et manipulations politiques... Mais la particularité de ce bon polar est qu'il a comme toile de fond, Moruroa et le Centre d'expérimentation du Pacifique.

Thomas, un gratte-papier du journal *Les Nouvelles Dépêches* s'ennuie à Papeete. Les soirées aux cocktails exotiques pour touristes et les courses de scooter de mer ne le "branchent" pas vraiment. Alors il traîne, regarde, fouine, prend des contacts. Il commence à s'intéresser à la mutinerie de la prison locale, puis à l'assassinat du directeur de la même prison, à une agence intérimaire qui a la particularité d'embaucher des habitants de l'île comme ouvriers d'entretien au centre d'essais atomiques, puis à un groupe de militants du Front de libération polynésien, et encore à son patron, magnat minable de la presse locale, enfin à un flic grand manipulateur. Il découvre que tout est organisé pour couvrir le secret de la contamination radioactive et des conséquences des essais nucléaires sur la santé des habitants.

Tahiti est réputé pour sa mer bleue, son splendide lagon, son soleil, ses hôtels de luxe, ses belles vahiné aux colliers de fleurs, ses senteurs exotiques... À travers ce roman Patrick Pecherot nous fait découvrir l'envers du décor : l'immense pauvreté de la population qui vit entassée dans des baraquas en tôle, le chômage, la délinquance, l'alcoolisme, la désespérance des habitants, cette lourde chape de plomb qui entoure de silence les essais nucléaires, l'immense responsabilité des gouvernements et des militaires français.

« *Tahiti a connu vingt-cinq ans d'énormes bouleversements dont on ne sort pas indemne. La vie y était communautaire et conviviale. Lorsque le Centre d'expérimentation du Pacifique est arrivé, tout a explosé. Papeete a grossi, les atolls aux alentours se sont vidés. Tout le monde est venu se brûler les ailes aux lumières de la ville. Aujourd'hui Tahiti vit de subventions versées par le CEP et les Polynésiens sont un peu les Indiens d'Amérique du début du siècle qu'on abreuve d'alcool, de drogue et de dépendance au modèle occidental* » (p. 31). Beau plaidoyer contre les essais nucléaires et contre toute forme de colonialisme. Ceux qui aiment lire les polars savent que quelque soit l'horreur décrite, la réalité bien souvent dépasse la fiction. Voilà pourquoi il faut lire *Tiurai*. **Yvette Bailly**

Complétez votre collection de **Damoclès**

- | | | | |
|---|-------------|---|-------------|
| — Actes du Colloque :
"Défense de l'Europe ou défense européenne"
juin 1989 - 92 pages en co-édition avec <i>Alerte atomique (MDPL)</i> | 55 F | — Indonésie : arrêt des ventes d'armes
n° 65 - 2 ^{ème} trimestre 1995 - 44 p. | 40 F |
| — Témoignages. Essais nucléaires français :
des Polynésiens prennent la parole
novembre 1990 - 76 pages, en co-édition avec <i>Greenpeace</i> | 45 F | — Essais nucléaires au rapport...
n° 66 - 3 ^{ème} trimestre 1995 - 52 p. | 40 F |
| — Nouvelles menaces vieux démons
Actes du colloque du 25 mai 1991
octobre 1991 - 48 p. | 55 F | — CEA : un demi-siècle de pouvoir nucléaire
n° 67 - 4 ^{ème} trimestre 1995 - 52 p. Epuisé | 40 F |
| — L'Europe des marchands d'armes
n° 53 - avril/mai 1992 - 36 p. | 25 F | — Bilan des essais nucléaires français en Algérie
n° 68 - 1 ^{er} trimestre 1996 - 52 p. | 40 F |
| — La reconversion des industries d'armement
n° 54 - juin/septembre 1992 - 36 p. | 25 F | — Réforme de l'armée : le rendez-vous manqué
n° 69 - 2 ^{ème} trimestre 1996 - 36 p. | 40 F |
| — La loi de programmation militaire 92-94
n° 55 - octobre/novembre 1992 - 36 p. | 25 F | — Industries d'armements :
comment réussir la reconversion ?
n° 70 - 3 ^{ème} trimestre 1996 - 52 p. | 40 F |
| — Quelle autonomie stratégique pour la France ?
Intervenir ou non en ex-Yougoslavie ?
n° 56 - décembre/janvier 1993 - 36 p. | 25 F | — Le service national en question
n° 71 - 4 ^{ème} trimestre 1996 - 52 p. | 40 F |
| — Quelle ONU, pour quelle Paix ?
n° 57 - 2 ^{ème} trimestre 1993 - 52 p. | 40 F | — La coopération en question
n° 72 - 1 ^{er} trimestre 1997 - 52 p. | 40 F |
| — France-Afrique : Quelle coopération militaire ?
n° 58 - 3 ^{ème} trimestre 1993 - 44 p. | 40 F | — Quelles évolutions pour la politique
de sécurité commune ?
n° 73 - 2 ^{ème} trimestre 1997 - 44 p. | 40 F |
| — Livre blanc, budget militaire 1994...
n° 59 - 4 ^{ème} trimestre 1993 - 52 p. | 40 F | — L'effondrement de l'ordre bipolaire
annonce-t-il la fin de l'ordre militaire ?
Euro-Maghreb : vers une frontière armée ?
n° 74 & 75 - 3 ^{ème} & 4 ^{ème} trimestre 1997 - 84 p. | 40 F |
| — Les déchets nucléaires militaires français
n° 60 - 1 ^{er} trimestre 1994 - 52 p. | 40 F | — Armes nucléaires : droit des peuples
Contrôle des armes : l'expérience du Mali
n° 76 - 1 ^{er} trimestre 1998 - 36 p. | 40 F |
| — L'industrie d'armement
n° 61 - 2 ^{ème} trimestre 1994 - 52 p. | 40 F | | |
| — Paix et démographie
n° 62 - 3 ^{ème} trimestre 1994 - 52 p. | 40 F | | |
| — La prolifération en question
n° 63 - 4 ^{ème} trimestre 1994 - 52 p. | 40 F | | |
| — Projet de réforme de l'ONU
n° 64 - 1 ^{er} trimestre 1995 - 52 p. | 40 F | | |

(Prix indiqués TVA incluse (2, 10 %) et port compris)

Les numéros épuisés sont disponibles aux mêmes conditions en photocopie

À commander à : **Damoclès**, 187 montée de Choulans 69005 Lyon
Chèque à l'ordre du **CDRPC**, CCP Lyon 3305 96 S

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement

4 numéros (un an) :

France : **160 FF**

Europe : **200 FF**

Autres pays : **220 FF**

Etudiants, chômeurs,
tarif réduit : **120 FF**

Soutien à partir de **250 FF**

Abonnements groupés

*Damoclès/La lettre
de l'Observatoire :*

un an/8 n° : **200 FF**

TVA (2,10 %) incluse

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Tél.

S'abonne à *Damoclès* à partir du n° :

S'abonne à *Damoclès* et à *La lettre de l'Observatoire* pour un an

Chèque à l'ordre du **CDRPC**, CCP Lyon 3305 96 S

À renvoyer à **Damoclès**, 187 montée de Choulans 69005 Lyon

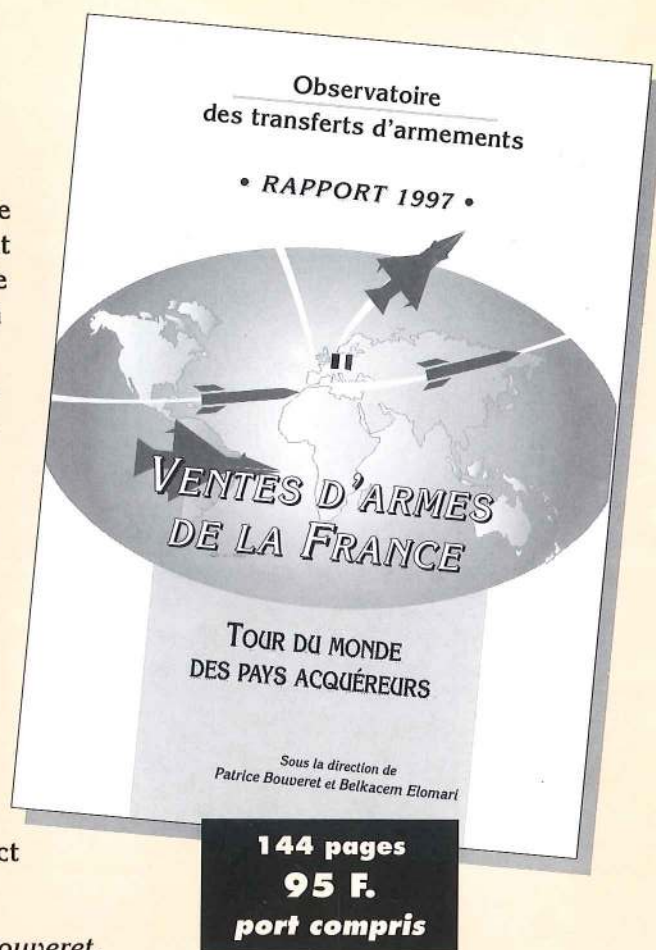
NOUVEAU

La troisième édition du rapport annuel de l'Observatoire des transferts d'armements fait le point sur les transferts d'armes et l'évolution de l'industrie d'armements de la France dans le contexte européen et international.

Dans l'attente de la mise en place par l'Union européenne d'un véritable "Code de conduite" des exportations d'armes — actuellement en discussion entre la Grande-Bretagne et la France — l'Observatoire présente les acquisitions d'armes françaises — 64 pays-acheteurs recensés en 1996-1997 — en regard des huit critères déjà adoptés par le Conseil européen en 1991 et 1992. Selon nos estimations, 47 Etats ne sont pas en conformité avec ces critères...

Le Rapport de l'Observatoire des transferts d'armements remplit un espace unique d'analyse et de réflexion dans un domaine où l'opinion publique est en attente d'un meilleur contrôle au nom du respect de la démocratie et des droits de l'homme.

Avec les contributions de Bruno Barrillot, Patrice Bouveret, Belkacem Elomari, Jean-Paul Hébert et Evelyne Massamba



Informier et agir pour la paix

Le CDRPC a pour objectif de diffuser l'information et de participer à des actions de recherche et de formation sur les questions de paix et de guerre, de désarmement et de militarisation. Les études du CDRPC constituent des moyens d'information uniques et indispensables à qui veut comprendre les mécanismes de la militarisation et agir en pleine connaissance pour un véritable désarmement.

Études disponibles

- **Les déchets nucléaires militaires français, février 1994, 384 p. 180 F. (port compris)**
- **Les essais nucléaires français 1960-1996, Conséquences sur l'environnement et la santé, février 1996, 384 p. 180 F. (port compris)**
- **Moruroa et nous, Expériences des Polynésiens au cours des 30 années d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud, octobre 1997, 224 p. 115 F. (port compris)**
- **Le complexe français de production des mines et systèmes associés, février 1997, 88 p. 70 F. (port compris)**
- **Les matériels français de sécurité et de police, novembre 1997, 112 p. 65 F. (port compris)**
- **Observatoire des transferts d'armements : Rapport 1996, novembre 1996, 256 p. 136 F. (port compris)**

Des dossiers de presse sont également disponibles. Nous consulter.

À commander au CDRPC 187 montée de Choulans F-69005 Lyon
Chèques à l'ordre du CDRPC : CCP Lyon 3305 96 5